

2019

L'insertion des jeunes  
en Méditerranée  
une priorité, une urgence,  
une opportunité



**MedNC**  
Network





## SOMMAIRE

<b>Le réseau Méditerranée Nouvelle Chance s'engage pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes en difficulté</b>	p 5
Préambule L'urgence d'agir pour la jeunesse méditerranéenne	p 8
<b>A / Une jeunesse nombreuse</b>	p 12
<b>B / Un meilleur accès à l'éducation, mais des sorties précoces de l'école alarmantes</b>	p 13
<b>C / Des difficultés d'insertion dans l'emploi</b>	p 18





Le réseau **Méditerranée  
Nouvelle Chance**  
s'engage pour l'insertion  
socio-professionnelle  
des jeunes en difficulté

# Le réseau Méditerranée Nouvelle Chance s'engage pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes en difficulté

L'insertion socio-professionnelle des jeunes représente une priorité pour les pays du bassin méditerranéen, et ce d'autant plus au vu de la proportion que cette tranche d'âge représente dans la population totale. C'est particulièrement le cas pour les pays de la rive sud qui connaissent une forte pression démographique avec l'arrivée de **300 millions de jeunes prévue sur le marché du travail** dans la région MENA<sup>1</sup> d'ici 2050 (selon la Banque mondiale<sup>2</sup>).

Ce qui devrait être une formidable opportunité de développement pour ces pays, peut à l'inverse être particulièrement alarmant au regard des **taux de chômage des jeunes, qui peuvent atteindre 30% dans des pays de la région MENA et de la rive nord**. Au vu des prévisions de la Banque mondiale préalablement citées et en l'absence de réduction de ces taux de chômage, près de 100 millions de jeunes pourraient donc être au chômage en 2050 dans la région MENA.

Avoir 3 fois plus de risque d'être au chômage que ses aînés (de 25 ans et plus au Maroc, Italie, Égypte, Algérie) ; habiter la région où le taux de chômage est le plus élevé au monde (en Afrique du Nord selon l'OIT), être près d'1 jeune sur 2 au chômage (en Espagne) : **voilà des tendances qu'il faut inverser de manière urgente.**

Ce constat est d'autant plus inquiétant que ces chiffres ne prennent pas en compte les jeunes qui ne se déclarent pas au chômage (les inactifs non étudiants), à la différence de l'indicateur NEETS<sup>3</sup> qui noircit encore la situation : on note par exemple qu'1 jeune sur 4 (de 15 à 24 ans) n'est **ni employé ni en formation** en Égypte en 2017.

L'accès à l'éducation s'est pourtant généralisé dans la région, même si le décrochage scolaire concerne encore de trop nombreux jeunes, en particulier ceux issus des ménages les plus pauvres. Cela est particulièrement le cas au sud de la Méditerranée. En 2013, **près d'1 jeune sur 2 en Tunisie avait achevé ses études avant d'atteindre le niveau secondaire**. Dans certains pays de la rive nord, la proportion de sortants précoces s'avère supérieure à la moyenne européenne, et les raisons d'arrêt sont principalement dues à un **désir de travailler, un manque d'intérêt ou à des difficultés scolaires**.



- » Avoir 3 fois plus de risque d'être au chômage que ses aînés (+ de 25 ans et + au Maroc, en Italie, Égypte, Algérie)
- » Habiter là où le taux de chômage est le plus élevé au monde (Afrique du Nord selon l'OIT)
- » Enregistrer près d'un jeune sur deux au chômage (Espagne)

**Des tendances à inverser de toute urgence !**

Au sud, les tendances montrent que **les femmes sont davantage affectées par le chômage et l'inactivité que les hommes**. En Algérie en 2017, les jeunes femmes avaient 3 fois plus de probabilité d'être NEETS que les hommes, et, en 2016, 2 fois plus de probabilité d'être au chômage que les hommes. Dans les pays de la rive nord, les taux de chômage des jeunes et de jeunes NEETS selon le genre sont relativement proches.

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces enjeux, une variété de dispositifs d'aide à l'insertion issus de la société civile se sont développés sur les deux rives de la Méditerranée au niveau local. Ils favorisent l'employabilité et l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi ou en situation de décrochage scolaire. Ces structures obtiennent de très bons résultats d'insertion (au-delà de 60% de sorties positives dans les pays de la rive nord) mais peinent à passer à une échelle supérieure par manque de soutiens institutionnels et financiers.

Le réseau **Méditerranée Nouvelle Chance** (MedNC) vise à fédérer ces acteurs afin de faire face à l'ampleur des défis. En

unissant leurs forces et expertises grâce à des formations et échanges de bonnes pratiques, le réseau permet de démultiplier leur capacité d'action et de renforcer leur impact qualitatif et quantitatif. Il permet également d'améliorer la visibilité et la valorisation de leur action et de susciter le soutien des pouvoirs publics. Le réseau représente aujourd'hui plus de **26 000 jeunes et 100 centres partenaires**, présents dans 9 pays méditerranéens. Un objectif crucial est de nouer des partenariats solides avec le monde de l'entreprise et avec les acteurs institutionnels. Le réseau est labellisé par l'Union pour la Méditerranée et cofinancé par l'Agence Française de Développement, la Fondation Drosos et l'Union Européenne à travers le programme ERASMUS +.

**Vous souhaitez en savoir plus sur le réseau et ses critères d'adhésion ?**

Consultez la page du réseau :  
<https://www.iecd.org/le-reseau-mediterranee-nouvelle-chance/>  
ou contactez Mme Astrid Desjobert  
([astrid.desjobert@iecd.org](mailto:astrid.desjobert@iecd.org)).



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

<sup>1</sup> MENA : acronyme pour désigner la région du Moyen Orient et du Nord de l'Afrique

<sup>2</sup> Communiqué de presse, Banque mondiale, 01/04/2019 : <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2019/03/27/continued-reforms-needed-in-middle-east-and-north-africa-to-increase-labor-productivity-and-boost-growth>

<sup>3</sup> De l'anglais Neither in Employment nor in Education or Training, indicateur qui qualifie la part d'une population ni en emploi, ni en études, ni en formation, voir encadré 2 page 18

# L'urgence d'agir pour la jeunesse méditerranéenne

Cette étude a été réalisée conjointement par l'IECD (Astrid Desjobert et Cécile Allain) et une experte économiste-statisticienne (Michèle Mansuy) avec la contribution de l'AFD. Elle a été réalisée grâce au soutien des partenaires du réseau Méditerranée Nouvelle Chance : l'AFD, la Fondation Drosos, l'Union pour la Méditerranée et l'Union européenne à travers le programme Erasmus+.

Le bassin méditerranéen rassemble autour de son pourtour des pays faisant face à de nombreux défis communs, dont l'employabilité, l'accès à l'emploi et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Ces difficultés sont d'autant plus préoccupantes que les emplois occupés par ces jeunes ne sont pas toujours de qualité : l'emploi informel et l'emploi non payé (notamment en milieu rural) y sont fréquents<sup>4</sup>.

## L'accès à l'autonomie d'un certain nombre de jeunes est mis en question, et au-delà de l'emploi, leur insertion sociale et citoyenne.

Dans son étude « Panorama de la société » publiée en 2016 et portant uniquement sur la situation des pays membres de l'OCDE (36 pays d'Amérique du Nord et du Sud, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique), l'OCDE<sup>5</sup> souligne les effets négatifs durables que peuvent avoir les périodes d'inactivité et de chômage au début de l'âge adulte sur la vie des individus, et notamment :

- perspectives d'emploi et de revenu amoindries
- frein à la décision de quitter le foyer parental ou de fonder une famille

L'OCDE insiste sur l'impact de ces phénomènes sur la pauvreté, notamment en l'absence d'aide publique adaptée. L'accès à l'autonomie d'un certain nombre de jeunes est ainsi mis en question, et au-delà de l'emploi, leur insertion sociale et citoyenne.

Si ces difficultés entraînent d'abord des conséquences dramatiques sur la vie des individus et de leur entourage, elles viennent également fragiliser la société dans son ensemble, tant sur le plan social et économique que politique.

## Des conséquences sociales et politiques fortes

Les répercussions sont lourdes en termes sociétaux. La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail démontre ainsi dans une étude en date de 2012 qu'en Europe, « le niveau de confiance des NEETs en leur institution est considérablement plus faible que celui du reste de la population jeune<sup>6</sup> ». Le niveau de leur engagement politique donne lieu aux mêmes tendances selon ce document, qui précise que généralement en Europe les jeunes NEETs, indicateur qui qualifie la part d'une population ni en emploi, ni en études,

<sup>4</sup> Pour la région de Marrakech et la Tunisie, voir Mansuy M. et Werquin P., 2016 « Jeunes salariés au Maghreb, souvent sans contrat même dans le secteur formel », Ocemo-débats n° 8.

<sup>5</sup> « Panorama de la société 2016 : les indicateurs sociaux de l'OCDE », OCDE, 2016, [https://dx.doi.org/10.1787/soc\\_glance-2016-fr](https://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2016-fr)

<sup>6</sup> « NEETs, Young people not in employment, education or training. Characteristics, costs and policy responses in Europe », Foundation for the improvement of Living and Working conditions, 2012, traduit de l'anglais p94 : « the level of institutional trust among NEETs is considerably lower than the rest of the young population. »

ni en formation (encadré 2 / p18) « présentent un niveau d'engagement politique encore moins élevé<sup>7</sup> » que celui des jeunes en général, lui-même moins élevé que celui des autres classes d'âge. L'étude montre également que certains pays du sud de l'Europe (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Chypre) présentent une tendance différente, puisque les jeunes au chômage sont plus susceptibles de s'intéresser à la politique que les jeunes employés.



**Le chômage et l'inactivité des jeunes peuvent également nourrir des frustrations très fortes et une perte de confiance vis-à-vis des systèmes politiques en place. En Tunisie, de nombreux chercheurs soulignent ainsi l'importance des causes économiques et de la fatalité du chômage ressentie notamment par les jeunes des gouvernorats de l'intérieur dans le déclenchement de la révolution de 2011. Par ailleurs, l'Institut national de la statistique tunisien souligne que l'emploi constitue le premier motif d'émigration des Tunisiens en 2014 (73,4% du total des immigrés)<sup>8</sup>.**

### **Des répercussions lourdes d'un point de vue économique**

Dans son étude préalablement citée, l'OCDE indique que le nombre élevé de jeunes NEETs (encadré 2 / p18) entraîne des « coûts d'opportunité<sup>9</sup> importants » pour les économies des pays membres, dans la mesure où « le temps et les compétences de ces individus ne sont pas mises à profit ». Elle donne des estimations approximatives de ces coûts en définissant le coût des NEETs comme le « revenu professionnel » que ces jeunes pourraient représenter s'ils avaient un emploi, mesuré comme le coût brut du travail (incluant les cotisations sociales). Ainsi, le coût des jeunes sans emploi et sortis du système éducatif en 2014 dans les pays de l'OCDE est estimé à 560 milliards de dollars américains (USD) (estimation ponctuelle<sup>10</sup>), soit entre 0,9 et 1,5% du PIB de l'OCDE.

<sup>7</sup> Ibid, traduit de l'anglais p99 "In this context, NEETs present an even lower level of engagement."

<sup>8</sup> Institut national de la statistique, bulletin n°3, « Flash n°3 : Statistiques Tunisie : Flash migration », <http://www.ins.nat.tn/fr/publication/bulletin-n%C2%B0-3-flash-migration>

<sup>9</sup> Le coût d'opportunité d'une action ou d'une décision économique est la mesure de la valeur de chacune des autres actions ou décisions auxquelles on renonce. Quand on doit arbitrer et faire des choix, la décision la plus rationnelle est celle dont le coût d'opportunité (évalué subjectivement) est le plus faible

<sup>10</sup> Estimation ponctuelle : tient compte du fait que les jeunes sans emploi sont susceptibles d'avoir un potentiel de revenu inférieur à celui des autres jeunes et que ces jeunes sont plus susceptibles d'avoir des obligations familiales.

L'OCDE souligne le caractère approximatif de cet instrument de mesure, notamment dans la mesure où il ne permet pas de dissocier de cet ensemble les NEETs qui ne travaillent pas par choix. L'accent est également mis sur le fait que ces estimations ne tiennent pas compte des prestations sociales versées à certains de ces jeunes, tout comme elles ne permettent pas d'évaluer le coût lié à une dégradation de l'état de santé ou d'une hausse de la criminalité.

L'étude menée en 2012 par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail préalablement citée<sup>11</sup> présente une autre estimation de cette perte économique en raison de l'exclusion d'une partie des jeunes (âges de 15 à 29 ans) du marché du travail et du système éducatif, menée sur 26 états membres de l'Union européenne en 2011.

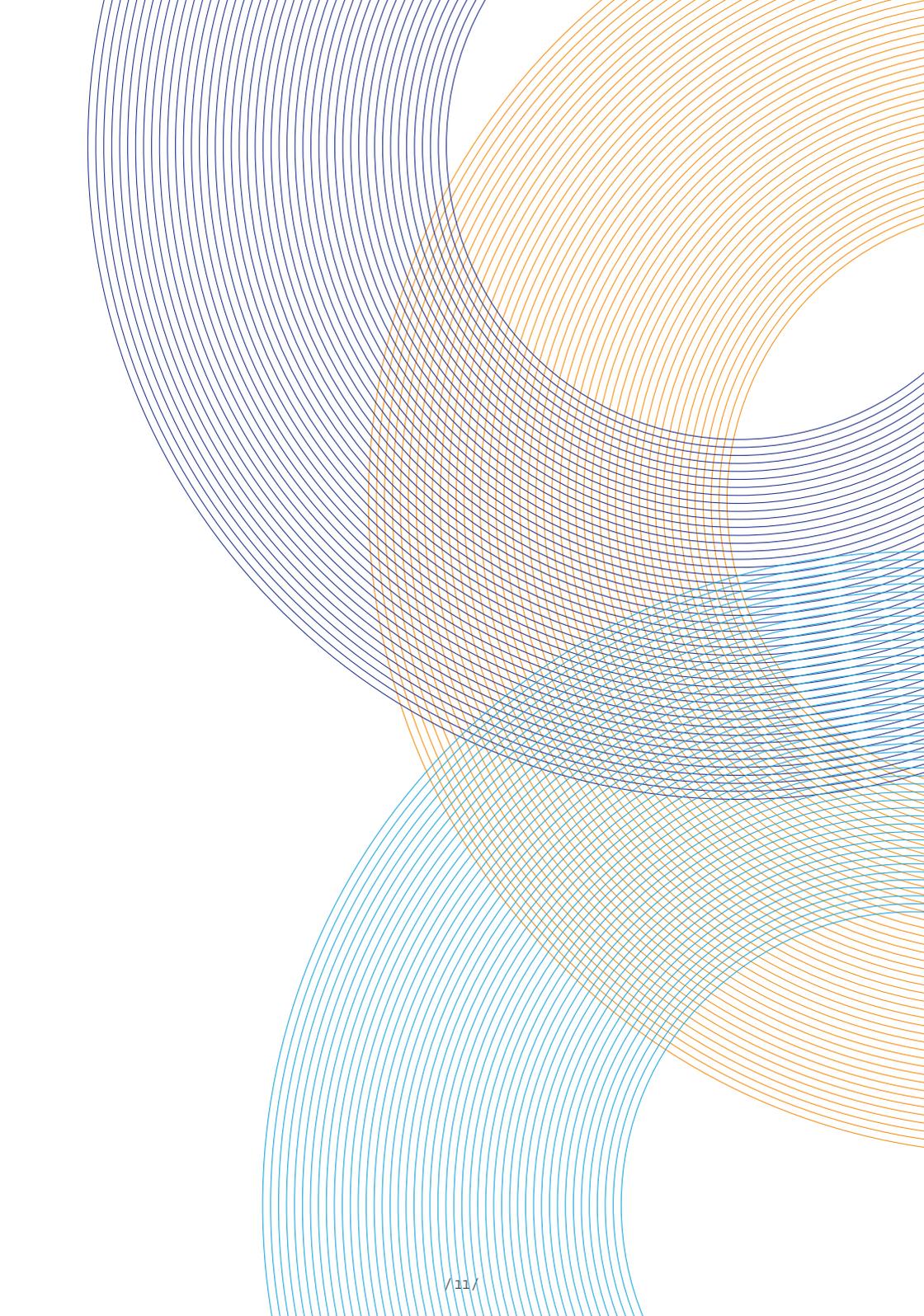
L'étude compare ainsi le coût des aides sociales dont bénéficie un jeune NEETs avec le montant de la contribution que l'individu aurait apporté à la société s'il avait été en situation d'emploi (impôt sur le revenu et cotisations sociales). La perte encourue pour les 26 pays membres de l'UE en 2011 était ainsi estimée à 153 milliards d'euros, soit plus de **1,2% du PIB en Europe**<sup>12</sup>, en comparaison d'une situation où ces jeunes ne seraient pas NEETs. On peut supposer que la situation depuis 2011 s'est encore dégradée.



Cette revue de littérature souhaite donner des éléments de compréhension sur ces enjeux au niveau méditerranéen, grâce à des données chiffrées. Elle vise à nourrir les réflexions et le déploiement de solutions pour les acteurs qui œuvrent en faveur de l'insertion des jeunes en difficulté.

<sup>11</sup> "NEETs, Young people not in employment, education or training: Characteristics, costs and policy responses in Europe", European Foundation for the improvement of Living and Working conditions, 2012.

<sup>12</sup> Ce coût est mesuré en comparant le montant des aides sociales auquel le jeune NEETs a accès avec le montant de la contribution que l'individu aurait apporté à la société s'il n'avait pas été NEETs (impôt sur le revenu et cotisations sociales).



## A / UNE JEUNESSE NOMBREUSE

Les jeunes de 15 à 29 ans représentent une part importante de la population dans les pays du bassin méditerranéen. En 2015, ils représentaient ainsi environ un quart de la population totale dans les pays du Maghreb ainsi qu'en Égypte (**tableau 1**). Au Liban, cette proportion est proche de 30%. Le tableau 1 ci-dessous donne aussi le nombre de jeunes concernés, qui avoisine les 25 millions en Égypte en 2015.

Dans son étude « Formation et emploi des jeunes dans les pays méditerranéens »<sup>13</sup>, Y. Kocoglu insiste sur la forte pression démographique qu'ont connue les pays du sud de la Méditerranée depuis 30 ans, même

si celle-ci s'est amoindrie dans les années récentes. Ainsi, en 30 ans, le nombre de jeunes âgés de 15 à 29 ans a été multiplié par 1,3 au Maroc et en Tunisie, 1,6 en Algérie, 1,8 en Égypte, 2,3 au Liban (en partie en raison de l'afflux de jeunes réfugiés dans ce dernier cas). Dans les pays du nord de la Méditerranée, la part des 15 – 29 ans est au contraire en repli par rapport à 1986. Elle a ainsi été réduite de 11% en France, de 29% en Espagne et au Portugal et de 35% en Italie (**graphique 1 / p13**). Cette classe de d'âge représente cependant environ 15% de la population totale en Italie, au Portugal, en Espagne et près de 18% en France.

**Tableau 1 - Part des 15-29 ans dans la population totale (%) et effectifs (milliers) en 1986 et 2015**

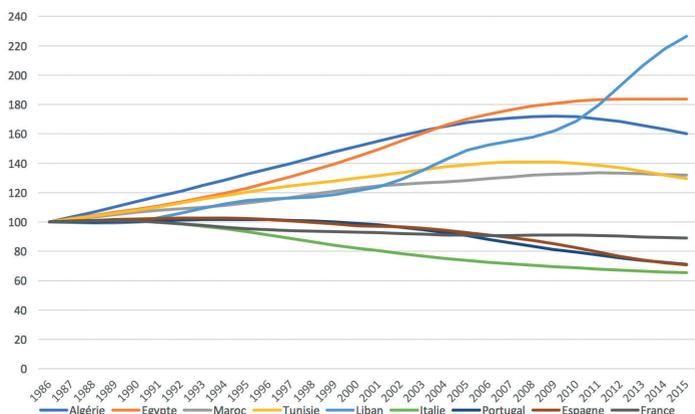
Jeunes	Algérie	Égypte	Maroc	Tunisie	Liban	Italie	Portugal	Espagne	France
Effectif 1986	6492	13 494	6811	2133	744	13 396	2342	9602	12 831
Part 1986	27,9	26,1	29,6	28,4	27,8	23,5	23,5	24,6	23,0
Effectif 2015	10 387	24 775	8987	2762	1683	8750	1663	6809	11420
Part 2015	26,1	26,4	25,8	24,5	28,8	14,7	16,0	14,7	17,7

Source : ONU, estimations de population révisées en 2017

Lire : En Algérie, les 15-29 ans étaient 10 387 000 en 2015, soit 26,1% de la population totale. En 1986, ils étaient 6 492 000, soit 27,9% de la population totale.

<sup>13</sup> Kocoglu Y., « Formation et emploi des jeunes dans les pays méditerranéens », rapport OCEMO 2014, <https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2015/04/Etude-OCEMO.pdf>

**Graphique 1 - Évolution du nombre de 15-29 ans depuis 30 ans (1986-2015, en % de l'effectif de 1986)**



Source : ONU, estimations de population révisées en 2017  
 Lire : au Maroc, le nombre de jeunes de 15 à 29 ans en 2015 était 1,3 fois plus grand que ce nombre en 1986

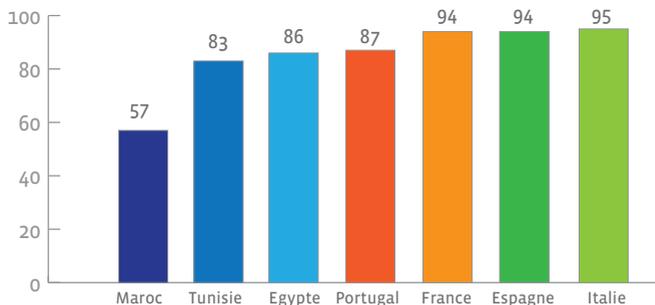
## B / UN MEILLEUR ACCÈS À L'ÉDUCATION, MAIS DES SORTIES PRÉCOCES DE L'ÉCOLE ALARMANTES

### L'accès à l'éducation se généralise

En parallèle de cette évolution démographique, l'accès à l'éducation a progressé. L'enseignement primaire s'est ainsi généralisé : en 2016, le taux net de scolarisation ([encadré 1 / p14](#)) dans le primaire dépasse 94%, sauf au Liban où il est de 82%, alors qu'en 2000, ce taux n'était par exemple que

de 76% au Maroc. L'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire a lui aussi progressé au sud de la Méditerranée ([graphique 2](#)). Le Maroc reste en retrait avec un taux de scolarisation de 57% dans ce cycle en 2016, même s'il présente une amélioration conséquente (ce taux était de 26% en 2000).

**Graphique 2 - Taux net de scolarisation dans le premier cycle du secondaire en 2016 (% de la classe d'âge correspondante)**



Source : Unesco, base de données UIS. Les données de l'Algérie et du Liban ne sont pas disponibles, celle de la Tunisie concernent 2015.  
 Lire : en Égypte, en 2016, les effectifs d'élèves scolarisés dans le premier cycle du secondaire représentent 86% de la classe d'âge correspondant théoriquement à ce cycle.  
 Lire : En 2016, le taux net de scolarisation (voir définition en encadré 1) dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en Tunisie était de 83%.

Cependant, comme souligné dans l'encadré ci-après, si les statistiques scolaires permettent de constater les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation, elles ne permettent pas d'évaluer le nombre de jeunes sortants précoces de scolarité.

### **Les sortants précoces restent nombreux**

Pour les trois pays du sud de la Méditerranée qui ont réalisé des enquêtes d'insertion dans le cadre du programme SWTS du BIT<sup>14</sup> et pour lesquels nous disposons d'informations plus

précises, cette évaluation est possible. Dans ces trois pays, une proportion importante des 15-29 ans (de 31% qui ont fini leurs études au Liban à plus de 48% en Tunisie) n'ont pas atteint le diplôme de fin du secondaire et sont donc des sortants précoces (tableau 2 / p15). Les jeunes égyptiennes et tunisiennes sont plus souvent sortantes précoces que leurs homologues masculins mais c'est l'inverse au Liban où la proportion de jeunes hommes sortants précoces est proche du double de celle des jeunes femmes.

#### **ENCADRÉ N°1 : DES SORTIES PRÉCOCES DE L'ÉCOLE DIFFICILES À DÉNOMBRER**

Les **sortants précoces de scolarité** sont les personnes qui ont quitté l'école sans obtenir de diplôme de fin de l'enseignement secondaire, général ou professionnel<sup>15</sup>. Les abandons de scolarité ne sont généralement pas comptabilisés par l'institution scolaire, évaluer leur nombre n'est donc pas simple.

Le **taux net de scolarité** (part du nombre d'inscrits dans un cycle sur l'effectif du groupe d'âge théoriquement concerné) permet de constater les progrès de la scolarisation. Mais le complément à 100% ne mesure pas les abandons scolaires, en raison des redoublements, des réorientations et des élèves en avance sur l'âge théorique. C'est pourquoi nous avons choisi de présenter ce taux uniquement pour le primaire et le premier cycle du secondaire, avant que les bifurcations possibles entre filières ne creusent l'écart entre l'âge théorique des classes et l'âge réel des élèves.

Les sorties précoces ne peuvent être mesurées qu'en interrogeant directement les jeunes dans des **enquêtes statistiques représentatives**. C'est le cas pour les enquêtes d'insertion réalisées dans le cadre du programme SWTS du BIT, et pour les enquêtes européennes sur les forces de travail.

A noter que la classe d'âge de 25 à 29 ans a connu une proportion plus importante de sorties précoces que les 20 à 24 ans, l'expansion scolaire s'étant poursuivie depuis.

<sup>14</sup> School-to-Work Transition Survey (SWTS) : programme d'enquêtes du BIT qui permet d'obtenir des informations pertinentes sur le marché du travail concernant les jeunes de 15 à 29 ans. Le SWTS constitue un outil unique pour observer les voies de plus en plus indirectes menant les jeunes à un emploi décent et productif. [https://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/work-for-youth/WCMS\\_191853/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/employment/areas/youth-employment/work-for-youth/WCMS_191853/lang-fr/index.htm)

<sup>15</sup> correspond à l'appellation « CITE 0 à 2 » dans la nomenclature Unesco

**Tableau 2 - Niveau d'études des 15-29 ans qui ont terminé leurs études (% du total)**

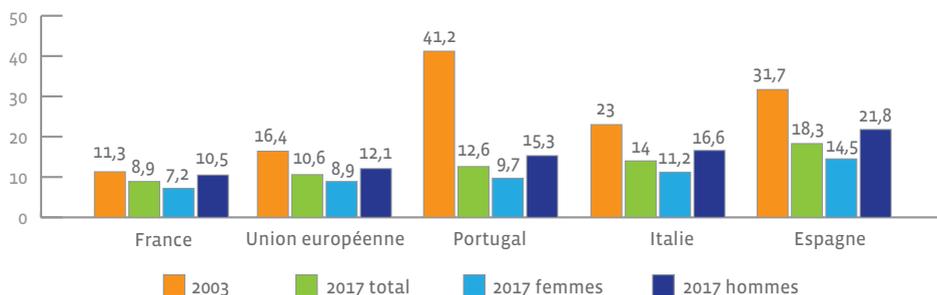
	Égypte	Liban	Tunisie
Moins du primaire	18,3	0,6	3,7
Primaire	22	30,4	44,7
Sortants précoces	40,3 (37,7H et 42,2F)	31 (39,2H et 20,7F)	48,4 (47,9H et 48,7F)
Secondaire professionnel	37,4	10,9	11,7
Secondaire général	1,9	22,6	22,8
Post-secondaire professionnel	3,7	5,4	-
Supérieur	16,7	30	17,2
Total	100	100	100

Source : BIT, enquêtes d'insertion SWT. les données de l'Égypte concernent 2014, celles du Liban 2014-2015, celles de la Tunisie 2013. Lire : 31% des jeunes âgés de 15 à 29 ans ont terminé leurs études sans atteindre de diplôme de niveau secondaire au Liban.

Du côté nord de la Méditerranée, la proportion de sortants précoces apparaît moins élevée qu'au Sud. Elle a sensiblement baissé, surtout au Portugal (graphique 3). Elle continue cependant de représenter un défi et s'avère supérieure à la moyenne européenne au Portugal (12,6%)<sup>16</sup>, en Italie (14%) et surtout en Espagne, où un peu plus de 18% des 18-24 ans n'a pas atteint le diplôme

ou le certificat de fin de l'enseignement secondaire<sup>17</sup>. Dans les pays du nord de la Méditerranée, les jeunes hommes sortent plus souvent précocement du système éducatif (21,8% d'entre eux contre 14,5% des jeunes femmes en Espagne en 2017, par exemple), ce qui correspond à la moyenne européenne.

**Graphique 3 - Sortants précoces d'éducation dans plusieurs pays d'Europe du Sud, en 2003 et 2017 (en % du total des 18-24 ans)**



Eurostat, Enquêtes sur les forces de travail et Insee, Bilan formation-emploi. Lire : en 2017, 12,6% des Portugais âgés de 18 à 24 ans sont sortis de formation sans avoir un diplôme de l'enseignement secondaire, contre 41,2% en 2003.

<sup>16</sup> L'expansion scolaire importante au niveau du second cycle du secondaire au Portugal sur la période pourrait constituer un facteur explicatif du fort écart entre la part des 18-24 ans sortants précoces en 2003 et en 2007 dans ce pays. La réforme de l'enseignement en 2005 a en effet porté à 18 ans l'âge de la scolarité obligatoire et a facilité les passerelles entre filières.

<sup>17</sup> Les chiffres du graphique 3 et ceux du tableau 2 ne sont pas directement comparables, les classes d'âge concernées et les années de mesure sont différentes.

L'arrêt précoce des études est très lié au **revenu du ménage, au nord comme au sud de la Méditerranée**. Ainsi selon les enquêtes réalisées dans le cadre du programme SWTS du BIT, la part des jeunes issus de ménages pauvres n'atteignant pas le niveau primaire en Égypte (34%) représente plus du double de celle des jeunes issus de ménages aisés (13% et 18% en moyenne des ménages). En Tunisie, ce rapport est de l'ordre du triple, puisque 7% des jeunes vivant dans des ménages pauvres n'ont pas atteint la fin du cycle primaire, contre 2% des jeunes vivant dans des ménages aisés (et presque 4% de l'ensemble des ménages). Ce sont également les familles les plus pauvres et les zones les moins favorisées qui sont les plus concernées dans les pays de la rive nord de la Méditerranée. Par exemple, en France, en 2013, 14% des sortants du système scolaire n'avaient pas de diplôme, mais c'était le cas

de 26% des jeunes habitant un quartier de politique de la ville et de 18% des enfants d'ouvriers contre 2% d'enfants de cadres<sup>18</sup>.

L'arrêt des études des sortants précoces s'explique par différentes raisons, qui font elles-mêmes l'objet de différences genrées (**tableau 3**). Ainsi, au Liban, c'est le manque d'intérêt pour les études (29%) et l'échec à l'examen (17%) qui motivent le plus l'arrêt précoce des études pour les hommes. Les jeunes femmes arrêtent surtout pour travailler (42% des cas) ou du fait de l'évolution de leur situation maritale et parentale (27%). En Tunisie, l'échec à l'examen est la première cause d'abandon des études, pour les hommes comme pour les femmes (31% et 35% respectivement), mais la lassitude ou les contraintes financières interviennent aussi (entre 21 et 24% des cas).

**Tableau 3 - Raisons d'arrêt des études des sortants précoces, par sexe (en %)**

RAISON	Liban		Tunisie	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Echec à l'examen	15	17	35	31
Lassé des études	23	29	24	24
Pour travailler	42	8	14	8
Pour se marier	27	0	5	0
Parents opposés à la poursuite d'études	1	3	1	5
Raisons financières	15	10	21	22
Pas d'école à proximité	0	1	1	2
Autre raison	3	6	5	3

Source :BIT, enquêtes d'insertion SWTS. les données de l'Égypte ne sont pas disponibles, celles du Liban concernent 2014-2015, celles de la Tunisie 2013

<sup>18</sup> Enquête Génération 2013, Céreq, jeunes interrogés en 2017, « Quand l'école est finie ».

Pour les pays européens, nous disposons de données différenciées selon le stade où les jeunes ont arrêté leurs études. La raison d'arrêt des études des sortants précoces diffère alors (tableau 4). Pour ceux qui ont amorcé un second cycle du secondaire, c'est le souhait de travailler qui domine. Pour ceux qui ont abandonné plus tôt, le

manque d'intérêt pour les études et les difficultés scolaires tiennent une place plus importante. Pour ceux qui quittent l'école le plus tôt, a priori les plus vulnérables, le désir de travailler a concerné jusqu'à un quart d'entre eux, et pour la plupart, c'est le manque d'intérêt ou les difficultés scolaires qui dominant.

**Tableau 4 - Raisons d'arrêt des études des sortants précoces dans les pays méditerranéens européens en 2016 (%)**

RAISON	Ont commencé le second cycle du secondaire				N'ont pas commencé le second cycle du secondaire			
	Espagne	France	Italie	Portugal	Espagne	France	Italie	Portugal
Raisons financières	2	-	5	-	-	-	2	-
Difficultés scolaires	4	-	5	-	18	19	16	27
Niveau souhaité atteint	2	-	14	-	-	-	-	-
Désir de travailler	44	-	40	47	22	20	21	27
Manque d'intérêt	25	-	20	-	37	26	42	-
Famille, santé et autres raisons	22	-	16	28	22	32	19	29

Source : Eurostat, module sur l'emploi des jeunes complémentaire aux enquêtes forces de travail. Les données françaises concernent seulement ceux qui n'ont pas commencé le second cycle de l'enseignement secondaire. Lire : 44% des Espagnols de 18 à 24 ans qui ont commencé un second cycle du secondaire et n'ont pas obtenu le diplôme ont arrêté leurs études pour travailler.

Par ailleurs, en dehors de la proportion de sorties précoces de l'enseignement, Y. Kocoglu souligne dans son étude<sup>19</sup> deux problèmes dans les pays du sud de la Méditerranée. En premier lieu, le taux de redoublement dans l'enseignement primaire et secondaire est supérieur à la moyenne mondiale (7 à 8% au Liban et en Tunisie, plus de 10% au Maroc). Or selon

des études disponibles<sup>20</sup>, le redoublement a tendance à démotiver les élèves et peut représenter un facteur de sortie précoce de scolarité. En second lieu, les pays du sud de la Méditerranée ont des scores inférieurs à la moyenne dans les évaluations internationales des acquis des élèves (c'est le cas de la Tunisie pour Pisa, du Liban, de la Tunisie et du Maroc pour TIMSS).

<sup>19</sup> Kocoglu Y., « Formation et emploi des jeunes dans les pays méditerranéens », rapport OCEMO 2014 <https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2015/04/Etude-OCEMO.pdf>

<sup>20</sup> Pour la France, voir CNESCO (conseil national d'évaluation du système scolaire) « conférence de consensus : lutter contre les difficultés scolaires : le redoublement et ses alternatives », dossier de synthèse, 27-28 janvier 2015.

---

## C / DES DIFFICULTÉS D'INSERTION DANS L'EMPLOI

---

Malgré les progrès réalisés en termes d'éducation, l'accès des jeunes au marché du travail dans les pays méditerranéens reste difficile, comme le montrent différents indicateurs.

### ENCADRÉ N°2 : CHÔMEURS ET INACTIFS

Les **actifs** regroupent les personnes en emploi et les chômeurs. La définition standard (BIT) du chômage concerne des personnes sans emploi, en recherche active d'un emploi et disponibles pour l'occuper.

Le **taux de chômage** est la proportion de chômeurs parmi les actifs. Or, une partie importante des jeunes poursuit encore des études à temps plein et ne compte pas parmi les actifs de cette tranche d'âge. En conséquence, le taux de chômage des jeunes est sensiblement supérieur à la proportion de chômeurs dans cette tranche d'âge.

Dans les enquêtes réalisées dans le cadre du programme SWTS du BIT, la définition du chômage utilisée est élargie : la recherche d'emploi n'étant pas nécessairement active, les chômeurs découragés sont inclus dans cette définition élargie des chômeurs.

Les **chômeurs découragés** désignent les personnes en âge de travailler qui, au cours d'une période de référence donnée, étaient sans travail et disponibles pour travailler, mais qui déclarent ne plus rechercher d'emploi parce que la perspective d'y parvenir leur paraît trop faible.

En comparaison internationale, les caractéristiques nationales de l'éducation (forte présence ou non de l'apprentissage, niveau général d'études) et celles de la législation sociale (modalités d'indemnisation du chômage notamment) rendent complexe l'interprétation des taux de chômage des jeunes.

Un autre indicateur des tensions sur le marché du travail pour les jeunes a été construit : **NEET** (de l'anglais Neither in Employment nor in Education or Training), qui est le taux de jeunes ni en emploi ni en formation. Il s'agit de la proportion, dans une classe d'âge (15 à 24 ans pour les indicateurs européens de référence) de ceux qui n'occupent pas d'emploi et ne poursuivent pas de formation. Les jeunes NEET comprennent les chômeurs au sens large (y compris les chômeurs découragés) et les inactifs non étudiants. C'est un ensemble assez hétérogène, dans la mesure où les inactifs non étudiants ne recherchent pas d'emploi. Elder (2016)<sup>21</sup> conseille de présenter séparément les deux sous-ensembles (chômeurs et inactifs non étudiants) comme dans le graphique 8, pour analyser les résultats.

---

<sup>21</sup> Elder S. « What does NEETs mean and why is the concept so easily misinterpreted? », W4Youth technical brief n°1.

<sup>22</sup> Rapport « Emploi et questions sociales dans le monde : tendances 2019 », OIT, 2019 [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2019/WCMS\\_670542/lang-fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2019/WCMS_670542/lang-fr/index.htm)

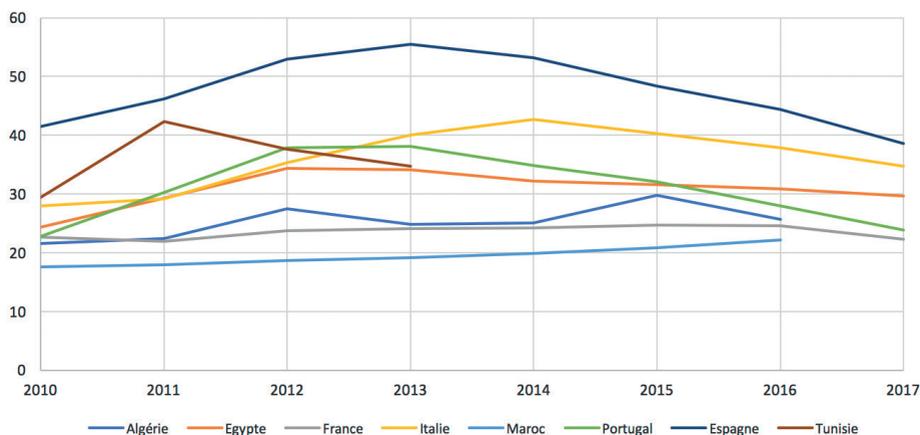
## Les jeunes sont davantage exposés au chômage

Ainsi, le **taux de chômage** des jeunes de 15 à 24 ans est très élevé dans la région (graphique 4). Alors qu'en 2017 le taux de chômage des jeunes avoisinait les 12% dans la zone OCDE, il était proche de 40% en Espagne, de 35% en Italie et supérieur à 20% en France et au Portugal. Au sud de la Méditerranée, ce taux avoisine par exemple les 30% en Égypte. L'OIT prévoit par ailleurs dans son dernier rapport<sup>22</sup> que le taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) dépassera les 30% en 2019 en Afrique du Nord, région du monde où le taux de chômage est le plus élevé<sup>23</sup>. Nombreux sont les chômeurs découragés parmi ces jeunes chômeurs : ils sont en effet 188 000 en Algérie

en 2017, 154 000 en Égypte en 2016 ou 27 000 en France<sup>24</sup>.

Les jeunes sont beaucoup plus exposés au chômage que leurs aînés : selon les pays, le taux de chômage des jeunes est 2,5 fois plus élevé que celui des 25 ans et plus, et jusqu'à plus de 4 fois en Égypte (tableau 5 / p20). Le constat est le même dans les pays arabes<sup>25</sup>, où les jeunes sont touchés de manière disproportionnée par le chômage, avec un taux 4 fois plus élevé que pour les adultes dans la région. Dans son rapport préalablement cité, l'OIT prévoit que les jeunes en Afrique du Nord continueront d'être 3,5 fois plus susceptibles d'être au chômage que leurs aînés.

Graphique 4 - Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans (en % des actifs de la classe d'âge)



Source : BIT, base ILOSTAT ; les données concernant le Liban ne sont pas disponibles

Lire : en 2017, 29,6% des Égyptiens de 15 à 24 ans actifs (en emploi ou en recherche active d'emploi) étaient chômeurs.

<sup>23</sup> Selon la définition de l'OIT, la région du nord de l'Afrique regroupe les pays suivants : Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie, Sahara occidental

<sup>24</sup> Source : BIT, base ILOstat

<sup>25</sup> Selon la définition de l'OIT, les pays arabes sont les suivants : Bahrein, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Territoires palestiniens occupés, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, la République arabe syrienne, Emirats arabes unis, Yemen

**Tableau 5 - Rapport du taux de chômage des jeunes à celui des 25 ans et plus**

Algérie	Égypte	France	Italie	Maroc	Portugal	Espagne
3,3	4,3	2,9	3,8	3,2	2,9	2,5

Source : BIT, base ILOSTAT calcul des auteurs, le ratio tunisie valait 2,8 en 2013

Lire : le taux de chômage des Italiens de moins de 25 ans est 3,8 fois plus élevé que celui des 25 ans et plus

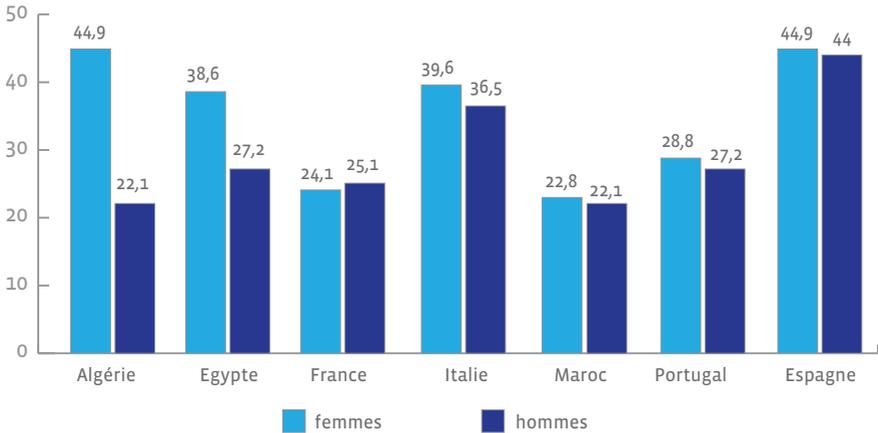
Au sud de la Méditerranée, les analystes pointent le fait que la demande de travail qualifié n'a pas suivi la hausse des niveaux d'études. La réticence des jeunes à choisir la voie professionnelle, ou le faible taux d'entrepreneuriat, sont également soulignés. Au nord de la Méditerranée, les jeunes sans diplôme sont sévèrement touchés par le chômage. En Espagne en 2017, le taux de chômage des jeunes disposant d'un niveau basique – n'ayant pas atteint le diplôme de fin du secondaire - (48,3%)<sup>26</sup> est ainsi proche du double du taux des jeunes disposant d'un niveau d'éducation avancé -diplômés de l'enseignement supérieur. En Tunisie et en Égypte, ce rapport s'inverse avec un taux de chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur 3 fois plus élevé (53,7%) en Égypte et 2,5 fois en Tunisie (67,5%) que celui des jeunes qui n'ont pas atteint le diplôme de fin du secondaire. À noter toutefois qu'une partie non négligeable des jeunes sans diplôme au sud de la Méditerranée occupe

des emplois d'aides familiaux non payés ou des emplois informels peu payés : ils ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs, mais occupent des emplois de faible qualité.

On note, de plus, que les jeunes femmes et les jeunes hommes ne sont pas affectés de la même manière par le phénomène (graphique 5). Les jeunes actives sont généralement plus souvent au chômage que les jeunes actifs. C'est particulièrement le cas en Algérie et en Égypte. En 2018 selon l'OIT, le taux de chômage des femmes (20,7%) est 2 fois supérieur à celui des hommes (9,0%) dans la région du nord de l'Afrique, tout comme dans les pays arabes. Les prévisions tendent à montrer que cette tendance se poursuivra dans les deux prochaines années dans les pays du nord de l'Afrique, où seules 16% des jeunes femmes participaient au marché du travail en 2018 (40% d'entre elles étaient au chômage).

<sup>26</sup> Source : BIT, base ILOstat

Graphique 5 - Taux de chômage des jeunes hommes et femmes en 2016 (%)



Source: BIT, base ILOSTAT

Lire : en France, 24,1% des actives de 15 à 24 ans sont au chômage en 2016.

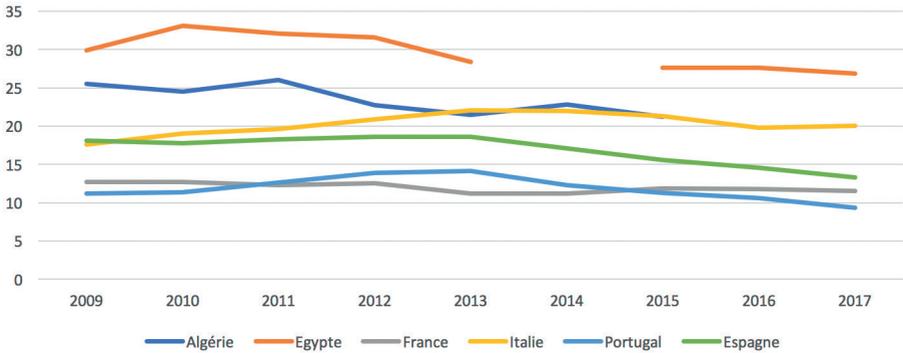
### Les jeunes NEETs sont nombreux

Si le taux de chômage représente un indicateur précieux pour mesurer l'insertion des jeunes, il est important de souligner qu'il ne prend pas en compte la part de la population qui a cessé de chercher un emploi. De plus, selon la législation sociale, les jeunes ont plus ou moins tendance à se déclarer chômeurs plutôt qu'inactifs. Enfin, comme la proportion de jeunes en études est différente selon les pays, la proportion d'actifs l'est aussi et les taux de chômage portent sur des fractions différentes de la jeunesse, ce qui rend la comparaison internationale délicate.

Ce sont les raisons pour lesquelles l'indicateur **NEET** (jeunes ni en éducation, ni en emploi, en proportion de l'ensemble de la classe d'âge) a connu une diffusion importante, notamment en Europe, même s'il fait lui-même l'objet de débats ([encadré 2 / p18](#)). On constate que le taux des jeunes NEETs est élevé dans la région méditerranéenne ([graphique 6 / p22](#)), notamment en Égypte, où plus d'un quart des jeunes de 15 à 24 ans ne sont ni en emploi ni en formation en 2017. Ces taux avoisinent les 20% en Algérie et en Italie, où ils sont donc sensiblement supérieurs à ceux du Portugal et de la France, proches de 10% ([graphique 6](#))<sup>27</sup>.

<sup>27</sup> Les données marocaines ne sont pas disponibles, les dernières concernant le Liban remontent à 2007, celles de la Tunisie à 2010.

Graphique 6 - Taux de jeunes de 15 à 24 ans ni en emploi ni en formation-NEET (%)



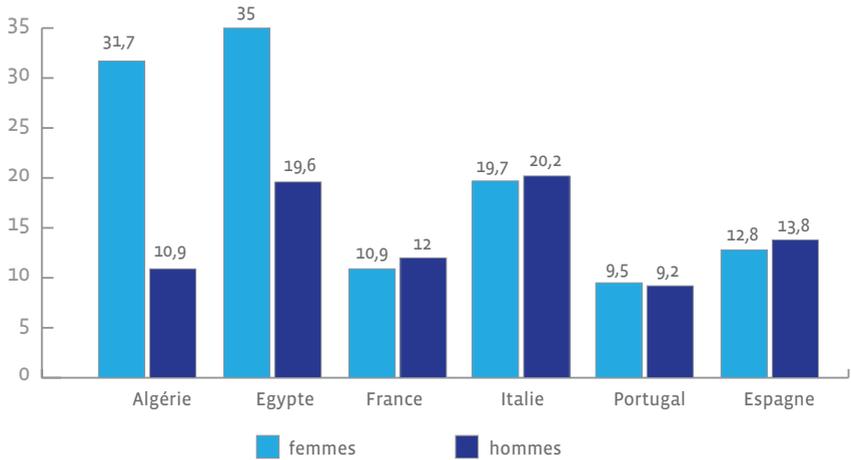
Source : BIT, base ILOSTAT. Les données pour le Liban et le Maroc sont absentes, celles de la Tunisie concernent 2010 seulement (25%). La valeur 2016 pour l'Algérie et 2014 pour l'Égypte sont manquantes.

Lire : en 2017, 26,9% des Égyptiens de 15 à 24 ans n'étaient ni en emploi, ni en formation.

Des différences très sensibles entre jeunes femmes et jeunes hommes peuvent, une nouvelle fois, être observées ([graphique 7 / p23](#)). En Égypte et en Algérie, on observe à côté d'un chômage important des taux très élevés de jeunes femmes NEETs, supérieurs à 30% en 2017. L'OIT note, par ailleurs, dans son dernier rapport, que les jeunes femmes représentent la majorité des jeunes répondant aux critères de la définition NEET dans la région du nord de l'Afrique. L'OIT montre que les opportunités pour les femmes, y compris les jeunes femmes, de participer au marché du travail y sont amoindries, du fait de leur implication dans les travaux domestiques et leur accès limité à l'éducation et à la formation. En France, en Italie et en Espagne, le taux de jeunes femmes NEETs est légèrement inférieur à celui des jeunes hommes.

On note, de plus, que les jeunes femmes et les jeunes hommes ne sont pas affectés de la même manière par le phénomène ([graphique 5 / p21](#)). Les jeunes actives sont généralement plus souvent au chômage que les jeunes actifs. C'est particulièrement le cas en Algérie et en Égypte. En 2018 selon l'OIT, le taux de chômage des femmes (20,7%) est 2 fois supérieur à celui des hommes (9,0%) dans la région du nord de l'Afrique, tout comme dans les pays arabes. Les prévisions tendent à montrer que cette tendance se poursuivra dans les deux prochaines années dans les pays du nord de l'Afrique, où seules 16% des jeunes femmes participaient au marché du travail en 2018 (40% d'entre elles étaient au chômage).

Graphique 7 - Jeunes de 15 à 24 ans ni en emploi ni en formation (NEET) en 2017, par sexe (%)



Source : BIT, base ILOSTAT. les données concernant le Liban, le Maroc et la Tunisie ne sont pas disponibles.  
Lire : en Algérie en 2017, 31,7% des jeunes femmes de 15 à 24 ans n'étaient ni en emploi ni en formation, contre 10,9% des jeunes hommes.

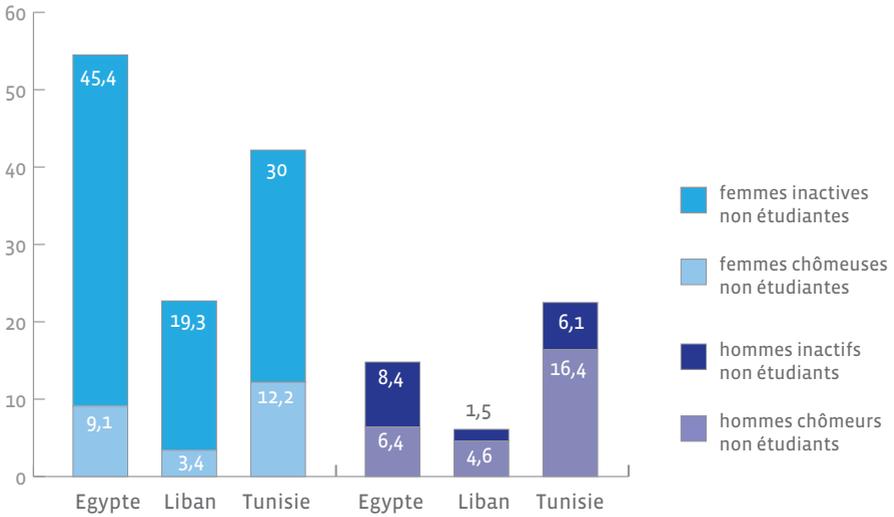
Les enquêtes d'insertion SWTS du BIT permettent de distinguer les chômeurs non-étudiants des inactifs non étudiants parmi les jeunes NEETs (graphique 8 / p24). Les jeunes femmes sont bien plus fréquemment inactives (jusqu'à 45% des 15-29 ans en Égypte, contre 8% pour les hommes), d'où des proportions de jeunes NEETs plus fortes.

Les résultats des enquêtes réalisées dans le cadre du programme SWTS du BIT montrent

aussi que les jeunes issus de ménages pauvres sont plus exposés au risque de n'être ni en emploi, ni en formation.

**Ainsi dans le périmètre Méditerranée de ces enquêtes (Égypte, Jordanie, Liban, Territoire palestinien, Tunisie), 44,4% des jeunes vivant dans un ménage pauvre sont NEETs (contre 28,4% des jeunes vivant dans un ménage aisé et 33,6% de l'ensemble).**

**Graphique 8 - Proportion de jeunes NEETs de 15 à 29 ans : au chômage ou inactifs, (%)**<sup>28</sup>



Source : BIT, enquêtes SWTS ; chômeurs NE : chômeurs (au sens large) non étudiants ; inactifs NE : inactifs non étudiants.  
 Lire : au Liban en 2015, 3,4% des femmes de 15 à 29 ans étaient au chômage et 19,3% inactives non étudiantes.

### La qualité des emplois occupés est inégale

En dehors des difficultés d’insertion sur le marché du travail, il est également important de souligner les questions posées par la qualité des emplois occupés par les jeunes dans la région, notamment sur la rive sud. Selon l’OIT, le secteur informel représente ainsi environ 40% des emplois non agricoles en Afrique du Nord<sup>29</sup> et « il est clair (...) que les jeunes sont surreprésentés par rapport

aux autres groupes d’âge dans le travail informel ou vulnérable » dans la région. L’OIT estime également que « près des deux tiers des femmes nord africaines et un tiers des hommes occupent des emplois vulnérables au sens de l’OIT. » Ce chiffre atteint 52,9% en Égypte en 2017. Ce type d’emploi implique généralement une absence de contrôle des conditions de travail décentes, un manque de protection sociale, de droit au travail et de conditions de travail décentes.

<sup>28</sup> Les graphiques 7 et 8 ne sont pas directement comparables : les groupes d’âge considérés ne sont pas les mêmes, et l’année de mesure est différente.

<sup>29</sup> Rapport de synthèse « les Jeunes et l’emploi en Afrique du nord » élaboré en préparation de la conférence sur l’emploi des jeunes en Afrique du nord, OIT, 2017

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Dimova R., Elder S., Stephan K., « Labour market transitions of young women and men in the Middle East and North Africa », ILO, 2016 Work4Youth Publications Series, n°44  
[www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_536067.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_536067.pdf)
- Kocoglu Y., « Formation et emploi des jeunes dans les pays méditerranéens », rapport OCEMO 2014  
<https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2015/04/Etude-OCEMO.pdf>
- Mansuy M., Werquin P., « Jeunes salariés au Maghreb, souvent sans contrat même dans le secteur formel », Océmo-débats n° 8, 2016  
[www.researchgate.net/publication/305458056\\_Jeunes\\_salaries\\_au\\_Maghreb\\_souvent\\_sans\\_contrat\\_meme\\_dans\\_le\\_secteur\\_formel](http://www.researchgate.net/publication/305458056_Jeunes_salaries_au_Maghreb_souvent_sans_contrat_meme_dans_le_secteur_formel)
- Détail des données Excel disponibles sur demande

*Le soutien apporté par la Commission européenne à la production de la présente publication ne vaut en rien approbation de son contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs. La Commission ne peut être tenue responsable d'une quelconque utilisation qui serait faite des informations contenues dans la présente publication.*



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union



Le réseau Méditerranée Nouvelle Chance,  
MedNC, est coordonné par l'Institut Européen  
de Coopération et de Développement (IECD).  
Labellisé par l'Union pour la Méditerranée, MedNC  
est cofinancé par l'AFD, la Fondation Drosos  
et l'Union Européenne à travers le programme Erasmus+

.....  
Contact : Astrid Desjobert  
astrid.desjobert@iecd.org